

PLUS QU'UNE NOTE
DE BAS DE PAGE



RAPPORT DE SYNTHÈSE DU FORUM POLITIQUE 2022



Table des matières

<u>À propos de « Plus qu'une note de bas de page »</u>	1
<u>À propos de DAWN Canada</u>	2
<u>Nos partenaires</u>	3
<u>Forum politique « Plus qu'une note de bas de page »</u>	4
<u>Programme - La 1ère journée en un coup d'œil</u>	5
<u>L'honorable Carla Qualtrough, députée</u>	6
<u>Lauréate du prix Colibri : Laverne Jacobs</u>	7
<u>Groupe de discussion 1 : Moyens de subsistance, logement et garde d'enfants</u>	9
<u>Programme - La 2e journée en un coup d'œil</u>	13
<u>Groupe de discussion 2 : Violence fondée sur le sexe</u>	14
<u>Groupe de discussion 3 : L'aide internationale du Canada</u>	18
<u>Réflexions : Bonnie Brayton</u>	22
<u>Réflexions : Deborah Stienstra</u>	23
<u>Réflexions : Ruvimbo Chidziva</u>	24
<u>Synthèse et questions</u>	25
<u>Remerciements</u>	26

À propos de « *Plus qu'une note de bas de page* »

De 2015 à 2018, DAWN Canada a obtenu un financement de Condition féminine Canada pour ce projet dont le nom est long et l'enjeu, considérable. Quelle est la réponse apportée aux femmes en situation de handicap? L'examen des politiques des trois provinces les plus peuplées, soit le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique, et des politiques fédérales n'a pas seulement révélé des lacunes; il a ouvert un abîme. Il aurait été relativement facile de trouver des références pour exprimer les taux toujours plus élevés de violence à l'égard des femmes en situation de handicap dans les déclarations politiques, car il s'agit d'un phénomène connu et bien documenté depuis au moins deux décennies. Quel est le problème? À maintes reprises, les femmes en situation de handicap ont fait l'objet d'une note de bas de page ou ont été « dégenrées », désignées comme des « personnes » et non comme des « femmes ». Elles ont été considérées comme une énigme pour les décideurs politiques, femmes trop complexes, ne relevant pas de leur compétence, laissées à l'appréciation de quelqu'un d'autre à une date ultérieure.

Pas un seul service de première ligne, foyer de transition, refuge ou programme n'a ciblé ces femmes qui subissent le plus de violence et qui représentent près d'un quart de l'ensemble des femmes au Canada. Ce n'est pas que les organisations au service des femmes et des personnes en situation de handicap échouent à la tâche, mais plutôt qu'elles manquent de ressources en raison de l'échec des politiques.

Depuis l'achèvement du projet susmentionné, DAWN Canada a réuni un ensemble de données probantes et d'initiatives élaborées sous la bannière PLUS QU'UNE NOTE DE BAS DE PAGE, ce qui a conduit à ce forum politique qui se tiendra tous les deux ans. Cette bannière témoigne du problème, mais aussi de la profondeur et de l'étendue de qui nous sommes. Les femmes en situation de handicap représentent plus d'un quart de l'ensemble des femmes au Canada. Elles sont donc bien plus qu'une note de bas de page en termes de représentation.

Les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et locaux, de même que leurs politiques, leurs programmes et leurs méthodes de financement, représentent le point de départ. Ni les établissements universitaires, ni leurs programmes, ni leurs écoles ne sont des experts. Ils doivent cependant devenir nos partenaires en matière de recherche et d'éducation.

Ce forum politique organisé par DAWN Canada, avec ses incroyables partenaires du Live Work Well Research Centre de l'Université de Guelph et d'Affaires mondiales Canada, est un formidable exemple du pouvoir de faire les choses différemment, autrement – de lever notre chapeau aux femmes et personnes en situation de handicap de diverses identités de genre et aux femmes Sourdes qui continuent d'opérer des changements.

Nous avons commencé à prendre notre place au centre d'une importante réforme des politiques sociales et économiques lors de ces deux journées très spéciales que nous avons passées à Ottawa, et nous ne nous arrêterons pas là.

[Lire *Plus qu'une note de bas de page* : Rapport de recherche sur les femmes et les filles en situation de handicap au Canada](#)

[Voir l'infographie *Plus qu'une note de bas de page*](#)

À propos de DAWN Canada

Le **Réseau d'action des femmes handicapées du Canada (DAWN Canada)** est une organisation intersectionnelle de défense des droits de la personne créée en 1985, dont la mission est de mettre fin à la pauvreté, à l'isolement, à la discrimination et à la violence dont sont victimes les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre qui sont en situation de handicap ou Sourdes.

Notre thème stratégique global en est un de leadership, de partenariat et de réseautage de façon à mobiliser tous les ordres de gouvernement et les secteurs plus larges du handicap et des femmes, ainsi que d'autres parties prenantes, afin de s'attaquer aux enjeux principaux. La recherche est le pilier fondamental de notre mission, car elle oriente nos trois autres piliers, à savoir l'éducation, la politique et la défense des droits.

Fidèles à nos racines, nous plaçons les femmes en situation de handicap au centre de notre action. Nous amplifions leur voix en veillant à ce qu'elles soient représentées aux tables de décision.



Siège social – Montréal

469, rue Jean Talon O.
Bureau 215
Montréal, Québec
H3N 1R4
514-396-0009
1-866-396-0074

Bureau d'Ottawa

130, rue Albert
Bureau 1103
Ottawa, Ontario
K1P 1B1

www.dawncanada.net

Les bureaux de DAWN Canada sont situés sur le territoire non cédé de Kanien'kehá:ka (Montréal) et sur le territoire non cédé des Algonquins Anishinabe (Ottawa).

Le forum politique « Plus qu'une note de bas de page » s'est déroulé sur des terres non cédées des Algonquins Anishinabe, au Sheraton Ottawa Hotel et au Centre Shaw à Ottawa.

Nos partenaires

EDID-GHDI

Le partenariat EDID-GHDI rassemble des partenaires de recherche de quatre études nationales en Haïti, en Afrique du Sud, au Canada et au Vietnam, ainsi que d'une étude transnationale. L'objectif de ce projet est de découvrir, développer et mobiliser des connaissances sur les femmes et les filles en situation de handicap et d'influencer l'élaboration de politiques qui sont essentielles pour éliminer les obstacles et créer les conditions nécessaires à l'inclusion et à la participation.



Global Affairs Canada (GAC)

Affaires mondiales Canada (AMC) définit, façonne et fait progresser les intérêts et les valeurs du Canada dans un environnement mondial complexe. Ce ministère gère les relations diplomatiques, promeut le commerce international et fournit une assistance consulaire. Il dirige des efforts de développement international, d'aide humanitaire et d'assistance à la paix et à la sécurité.

En outre, AMC contribue à la sécurité nationale et au développement du droit international.



Forum politique « *Plus qu'une note de bas de page* »

Le forum politique « *Plus qu'une note de bas de page* » s'est tenu les 1er et 2 décembre 2022. L'événement a rassemblé plus de 100 participantes et participants en personne et en ligne, favorisant un environnement multilingue avec soutien pour le français, l'anglais, l'ASL, la LSQ et le sous-titrage.

Animé par DAWN Canada, ce forum a marqué une étape importante en tant qu'événement biennal inaugural et a servi de plateforme pour la collaboration, l'échange de connaissances et la poursuite collective de politiques inclusives visant à autonomiser les communautés marginalisées.

Le forum était composé de trois groupes de discussion qui se sont penchés sur les questions fondamentales définies ci-après.

1. **Moyens de subsistance, logement et garde d'enfants** : Ce groupe de discussion a exploré les recoupements entre les moyens de subsistance, le logement et la garde d'enfants, mettant en lumière les défis auxquels sont confrontées les communautés marginalisées.
2. **Violence fondée sur le sexe** : Ce groupe de discussion s'est penché sur la violence fondée sur le sexe et son impact généralisé et a défini des moyens de changer les choses.
3. **Politiques d'aide internationale** : Ce groupe de discussion a disséqué les politiques d'aide internationale, en examinant leur efficacité et en proposant des approches innovantes pour les améliorer.

Les panélistes et les participantes et participants formaient un groupe diversifié de personnes et de spécialistes, y compris des représentantes et représentants de la société civile, des fonctionnaires et des chercheuses et chercheurs. L'événement a également accueilli des décideuses et décideurs politiques de haut niveau, notamment la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap et la directrice générale du Développement économique à Affaires mondiales Canada.

Les discussions ont permis de recueillir des renseignements précieux, de déceler des lacunes politiques importantes et de formuler des recommandations pour y remédier.

L'un des temps forts du forum a été la reconnaissance du travail de Laverne Jacobs, membre du Comité des droits des personnes en situation de handicap. Laverne a reçu le prestigieux prix Hummingbird de DAWN Canada pour ses contributions exceptionnelles de la part de l'honorable Carla Qualtrough, lauréate du prix Colibri de DAWN Canada en 2020.

Programme - La 1ère journée en un coup d'œil

Le 1er décembre 2022

Sheraton Ottawa Hotel

Cérémonie d'ouverture et de bienvenue

Salutations de l'honorable Carla Qualtrough, députée

Remise du prix Colibri 2022

Groupe de discussion 1 : Moyens de subsistance,
logement et garde d'enfants

Modératrice : Vicky Smallman, Congrès du travail du Canada

Panélistes :

1. Morna Ballantyne, Childcare Now
2. Sarah Jama, Disability Justice Network of Ontario
3. Natasha Pateman, Direction des politiques en matière d'itinérance
4. Kathryn Reinders, Université de Guelph
5. Katherine Scott, Centre canadien de politiques alternatives

L'honorable Carla Qualtrough, députée

Ministre de l'Emploi

Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap

La ministre Qualtrough a rejoint à distance le forum politique « Plus qu'une note de bas de page » et a prononcé un mot d'ouverture. Sa présence et sa participation étaient importantes au vu du grand nombre de discussions primordiales qui ont été tenues.



L'honorable Carla Qualtrough est députée de Delta depuis 2015.

Avocate émérite, bénévole dévouée et athlète en natation paralympique, la ministre Qualtrough a exercé le droit dans le domaine des droits de l'homme aux échelons fédéral et provincial. Elle a présidé le Conseil du ministre sur l'emploi et l'accessibilité de la Colombie-Britannique et elle a été arbitre auprès du Tribunal d'appel de la Commission des accidents de travail.

La ministre Qualtrough a une déficience visuelle depuis la naissance.

À titre d'athlète, la ministre Qualtrough a remporté trois médailles paralympiques et quatre médailles aux championnats mondiaux.

La ministre Qualtrough est titulaire d'un baccalauréat en sciences politiques de l'Université d'Ottawa et d'un baccalauréat en droit de l'Université de Victoria. Parmi les nombreuses distinctions qu'elle a reçues, elle a été nommée de nombreuses fois l'une des femmes les plus influentes au Canada dans le milieu du sport et elle a reçu la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II en 2012.

La ministre Qualtrough a été lauréate du prix Colibri de DAWN Canada en 2020.



Laverne Jacobs

Professeure de droit, Université de Windsor

Lauréate du prix Colibri



”

« Je suis extrêmement honorée et très touchée d'être la lauréate du prix Colibri de cette année. »

Je suis extrêmement honorée et très touchée d'être la lauréate du prix Colibri de cette année. C'est un grand honneur et un privilège que d'être pressentie pour ce prix. Je remercie DAWN Canada de reconnaître ainsi mon travail.



Depuis plus de 35 ans, DAWN Canada défend les droits des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre en situation de handicap et des femmes Sourdes. J'admire et j'apprécie le travail de défense des droits de cette organisation. Au fil des ans, j'ai utilisé divers rapports et documents produits par DAWN Canada, je m'y suis reportée souvent ou j'ai suggéré à mes étudiantes et étudiants d'en faire la lecture. J'en ai également moi-même fait mention, et ce, dans différents contextes.

J'ai également été inspirée par le leadership et les dirigeantes de l'organisation. Nous cherchons toujours des moyens d'améliorer l'égalité entre les sexes et pour les personnes en situation de handicap. Je suis reconnaissante de recevoir un prix d'une organisation que je tiens en si haute estime. Comment donc pouvons-nous poursuivre et promouvoir l'égalité pour les femmes et les filles en situation de handicap, les femmes Sourdes et les personnes en situation de handicap de diverses identités de genre? Il existe une multitude de pistes à suivre, laquelle découle malheureusement en partie des nombreux obstacles liés à la discrimination exercée envers ces populations.

En tant qu'universitaire, j'ai critiqué la jurisprudence et travaillé à l'élaboration de lois et de politiques par le biais de la recherche et de l'enseignement. J'ai également supervisé des étudiants de troisième cycle qui ont axé leurs recherches sur les obstacles aux soins de santé pour les femmes en situation de handicap.



Groupe de discussion 1 : Moyens de subsistance, logement et garde d'enfants

Le premier groupe a d'abord tenu des discussions dynamiques sur les moyens de subsistance, le logement et la garde d'enfants. Ce groupe de discussion était animé par Vicky Smallman (Congrès du travail du Canada) et comprenait les panélistes Katherine Scott (Centre canadien de politiques alternatives), Sarah Jama (Disability Justice Network of Ontario), Natasha Pateman (Direction des politiques en matière d'itinérance), Kathryn Reinders (Université de Guelph) et Morna Ballantyne (Child Care Now).

Messages clés :

Les femmes et les filles en situation de handicap doivent bénéficier d'un accès universel aux services qui répondent à leurs besoins en matière de logement, d'éducation et de garde d'enfants, qu'elles soient ou non en mesure de faire partie de la population active. L'accès universel à ces services doit être considéré comme un droit de la personne. Nous savons que des changements peuvent être apportés lorsqu'il existe une volonté politique et sociétale d'agir.

Ce que nous ont dit les panélistes

Les moyens de subsistance se rapportent à nos choix de vie et aux activités entreprises pour répondre à nos besoins matériels, développer nos compétences et accéder aux services. L'intersectionnalité est un élément clé de notre interaction avec les structures sociales, et elle influence les formes de discrimination subies par les femmes et les filles en situation de handicap. Celles-ci ayant difficilement accès aux services sociaux et économiques, elles se heurtent à des difficultés en emploi. Elles ne sont pas soutenues par le système actuel. Nous devons créer des services qui les soutiennent et leur permettent de s'épanouir. On ne peut oublier aucun service ni s'attarder à un seul d'entre eux. Si une seule pièce manque, tout s'écroule – nous avons besoin de logements, d'éducation, de soins de santé, etc.

Les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre en situation de handicap ont été largement ignorées dans la réponse à la pandémie. Avant la COVID-19, on pouvait observer une augmentation du nombre de personnes en situation de handicap au sein de la main-d'œuvre. Les chiffres étaient encore faibles, mais des progrès avaient été réalisés, ce qui montre que le changement est possible lorsque ces questions sont considérées comme urgentes et qu'il y a une véritable volonté politique. Tout cela a changé avec la pandémie, qui a eu un impact massif sur les femmes en situation de handicap placées au bas de l'échelle économique.

”

« Ce n'est pas qu'une question de survie. Nous devons faire mieux et être en mesure de soutenir chaque personne, où qu'elle soit et quels que soient ses besoins. »

Natasha Pateman
Direction des politiques en matière d'itinérance

Il y aura toujours des personnes en situation de handicap qui ne pourront pas travailler. Mais qu'advient-il des personnes laissées pour compte? Le message actuel est que pour gagner sa vie, il faut être « employable ». Nous nous battons pour prouver que les services de soins doivent être accessibles à toutes et à tous.

”

« Il est clair que ce système présente des lacunes importantes. Il nous faut définir très clairement la manière dont il fonctionne dans le domaine de la garde d'enfants, des services aux personnes en situation de handicap et de toute une série de régimes de financement public. »

Katherine Scott
*Centre canadien de
politiques alternatives*

Les panélistes espèrent que de grandes réformes seront entreprises en matière de revenus et de sécurité. Entre autres exemples, la Prestation canadienne d'urgence (PCU) a soutenu les personnes dont le revenu était inférieur à 2 000 dollars. C'était là une mesure importante pour les personnes en situation de handicap et celles qui n'avaient pas droit à l'aide sociale. L'élément le plus important est l'accès aux services de garde d'enfants et à l'éducation. La garde d'enfants et l'éducation doivent être considérées comme des droits.

L'accès aux services – logement, garde d'enfants, éducation – a un impact sur les moyens de subsistance. En tant que décideuses et décideurs politiques, nous devons faire preuve de courage et commencer à construire un monde où les produits de première nécessité sont accessibles à toutes et à tous. Nous devons aborder les services sous l'angle des droits de la personne.

Ce que nous a dit l'auditoire

Les membres de l'auditoire ont évoqué la crise actuelle en santé mentale, les communautés marginalisées, comme celles qui luttent contre les dépendances, étant les plus mal desservies et les plus touchées. Dans un même ordre d'idées, il n'y a pas de continuum de soins. On s'attend à ce que les individus demandent eux-mêmes de l'aide et les interventions proactives sont insuffisantes. Les besoins fondamentaux doivent être satisfaits par des mesures de soutien globales, qu'il s'agisse de refuges, de traitements, de garde d'enfants, etc. Une personne a d'ailleurs déclaré : « Commencez par la personne et construisez autour d'elle. »

De nombreuses personnes ont évoqué la nature cloisonnée des interventions gouvernementales et la lassitude qui accompagne les efforts de lutte contre le capacitisme dans différents secteurs. Les ministères ne se parlent pas entre eux, les ministres changent constamment et le portefeuille du handicap est souvent stigmatisé. Beaucoup ont plaidé pour le démantèlement des systèmes et l'octroi de plus de pouvoir à l'individu ou pour la nomination de gardiens de l'accessibilité. D'autres ont plaidé pour plus d'échanges entre les fonctionnaires et les collectivités.

Les membres de l'auditoire ont affirmé qu'il fallait une réponse collective de tous les ministères (des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux) pour répondre aux besoins des personnes en situation de handicap en matière d'éducation, de soins de santé, de garde d'enfants et d'emploi. En outre, les gouvernements ne s'engagent pas suffisamment envers les personnes en situation de handicap.

Une proportion importante des enfants en famille d'accueil sont des filles autochtones et il n'existe actuellement aucune politique visant à remédier à cette réalité. Certains de ces enfants passent de la rue au foyer d'accueil et vice versa, répétant ce cycle pendant de nombreuses années.

Souvent, les fournisseurs de soins en résidence prennent des enfants autochtones parce que les indemnités journalières sont plus élevées. Or, certains de ces enfants sont sourds et n'ont pas accès aux formes de communication appropriées.

Dans de nombreuses régions du Canada, l'accès au logement est une question de vie ou de mort. Souvent, les services de logement ne tiennent pas compte du climat canadien. Les personnes en situation de handicap qui vivent dans la rue sont souvent invisibles aux yeux des bailleurs de fonds. Elles ne constituent pas une priorité en ce qui concerne les politiques publiques ni une préoccupation pour la société civile. Les systèmes d'aide au logement varient d'une province et d'un territoire à l'autre et il y a même des cas d'abus au sein des systèmes d'hébergement et de logement.

Il existe des divergences dans les critères d'admissibilité des enfants – en particulier des enfants sourds – à des services tels que l'interprétation, et ces critères sont souvent très difficiles à remplir. En outre, les parents Sourds ne reçoivent pas actuellement le soutien dont ils ont besoin pour faire face aux complexités liées à l'éducation d'enfants non sourds.

« Le changement est possible, à condition qu'il y ait une volonté politique et sociétale. »

Sarah Kastner

Les membres de l'auditoire se sont montrés optimistes quant aux possibilités de changement, comme en témoigne l'évolution rapide des politiques relatives au lieu de travail qui s'est opérée pendant la pandémie de COVID-19. Certaines et certains ont évoqué la nécessité de promouvoir le Plan d'action pour l'inclusion des personnes en situation du handicap du Canada, tout en comblant ses lacunes en matière d'égalité des genres. Enfin, d'autres ont insisté sur la nécessité d'une aide au revenu universelle, déclarant que la prise en compte du coût de la vie dans l'aide au revenu contribuerait grandement à résoudre les problèmes de subsistance auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap.

« J'ai été surpris d'apprendre que le Plan d'action pour l'inclusion des personnes en situation de handicap du Canada ne comportait que très peu d'analyses de genre ou d'engagements sensibles à la dimension de genre. »

Stephen Baranyi
Université d'Ottawa

Principales recommandations :

- Créer des services holistiques axés sur le logement, l'éducation et la garde d'enfants.
- Lutter pour des services accessibles à toutes et à tous.
- Promouvoir le Plan d'action pour l'inclusion des personnes en situation du handicap du Canada.

d. As part of this pillar we're
employment strategy. The goals
sons with disabilities to find
d quality jobs and in their
employers to develop disability
and make workplaces more
accessible and for increased
individuals



Le 2 décembre 2022

Centre Shaw

Cérémonie d'ouverture et mot de bienvenue

Groupe de discussion 2 : Violence fondée sur le sexe

Modératrice : Bonnie Brayton, DAWN Canada

Panélistes :

1. Ann Decter, Fondation canadienne des femmes
2. Crystal Garrett-Baird, Femmes et Égalité des genres Canada
3. Nneka MacGregor, WomenatthecentrE
4. Samantha Walsh, DAWN Canada

Groupe de discussion 3 : L'aide internationale du Canada

Modératrice : Ruvimbo Chidziva, Affaires mondiales Canada

Panélistes :

1. Bonnie Brayton, DAWN Canada
2. Anne Delorme, Humanité & Inclusion
3. Ioanna Sahas-Martin, Affaires mondiales Canada
4. Deborah Stienstra, EDID-GHDI

Présentation vidéo préenregistrée de Soinette Désir

Groupe de discussion 2 : Violence fondée sur le sexe

Le groupe de discussion sur la violence fondée sur le sexe était animé par Bonnie Brayton (DAWN Canada) et comprenait les panélistes Ann Decter (Fondation canadienne des femmes), Nneka MacGregor (WomenatthecentrE), Samantha Walsh (DAWN Canada) et Crystal Garrett-Baird (Femmes et Égalité des genres Canada).

Messages clés :

Les organisations de la société civile sont en première ligne lorsqu'il s'agit de soutenir les personnes victimes de violence fondée sur le sexe, mais leur financement n'est pas durable. Les cadres intersectionnels sont essentiels pour lutter contre la violence fondée sur le sexe, mais de nombreuses organisations et administrations n'ont pas la formation nécessaire pour les mettre en œuvre.

Ce que nous ont dit les panélistes

La violence fondée sur le sexe prend une tout autre forme pour les femmes et les filles en situation de handicap, car elle n'est pas nécessairement perpétrée par un conjoint ou un partenaire; elle peut l'être par une personne qui les soutient. Au total, 55 % des femmes en situation de handicap déclarent avoir été victimes de violence fondée sur le sexe au cours de leur vie, contre 35 % pour les femmes qui ne sont pas en situation de handicap. Le Plan d'action fédéral pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe n'est pas suffisant. Il faut faire beaucoup plus. La pandémie a mis en évidence de graves lacunes, telles que des défaillances structurelles qui ont entraîné une augmentation de la violence fondée sur le sexe et la nécessité d'un travail décent dans le secteur des soins (plus de 50 % des soins non rémunérés sont prodigués par des personnes en situation de handicap). En outre, DAWN Canada a constaté que les personnes en situation de handicap sont souvent non genrées dans les espaces politiques, les femmes n'apparaissant que comme une note de bas de page. Le gouvernement s'est engagé en faveur de l'initiative ACS Plus, mais où en voit-on les résultats? L'ACS Plus a effacé les femmes et les filles en situation de handicap en les mettant dans la catégorie « Plus ».

Les panélistes ont expliqué qu'il nous fallait réfléchir à la viabilité des organisations qui fournissent des services de soutien, lesquelles sont confrontées à la précarité lorsqu'elles s'emploient à défendre les intérêts et à militer pour la cause. Les organisations ont la capacité d'agir, mais nous devons plaider en faveur d'un financement plus durable qui leur permettra de poursuivre leur travail.

Un cadre intersectionnel est mis en œuvre dans une perspective de conception inclusive qui suppose que la majorité des êtres humains voudront se faire entendre. Il faut un soutien culturellement adapté, conçu intentionnellement pour soutenir une multitude de personnes ayant des expériences différentes. L'intersectionnalité a été lancée pour les femmes noires et les personnes non conformes. Elle s'étend au-delà de ces populations, mais nous ne devons pas oublier son intention première. « L'expression "femmes noires" est souvent supprimée des documents et remplacée par l'expression "personnes racisées" ». Nous devons placer au cœur du débat les personnes qui sont en marge de la marge en nommant les femmes noires lorsque nous parlons de ces questions.

”

**« Nous devons placer
au centre les
personnes qui sont en
marge de la marge. »**

Nneka MacGregor
WomenatthecentrE

Quelles mesures politiques peuvent être prises pour combler ces lacunes importantes? Les panélistes ont plaidé en faveur de services intégrés et d'une navigation automatique des services. La collecte de données est essentielle. Le gouvernement doit mettre en œuvre une optique intersectionnelle dans les relations de financement. Nous devons mettre en œuvre un plan d'action national pour nous attaquer véritablement aux causes profondes de la violence fondée sur le sexe en adoptant une approche intersectionnelle. Nous devons continuellement mobiliser les partisans de la lutte contre la violence fondée sur le sexe lors de forums politiques comme celui-ci. Nous devons rester agiles pour éviter la stagnation.

Ce que nous a dit l'auditoire

Les membres de l'auditoire ont souligné l'importance d'une action plus concrète de la part des gouvernements, y compris la mise en place de mécanismes de reddition de comptes et de mesures et la mise en commun des réussites et des échecs. Les mesures doivent tenir compte des personnes ayant une expérience vécue. Il faut davantage de partenariats universitaires et de recherches qui soient axés sur les données désagrégées et qui s'éloignent des approches quantitatives. Il faut une répartition plus équitable des fonds et nous devons améliorer les modèles de financement afin qu'ils soient viables à long terme.

L'ACS Plus a connu un certain essor au sein du gouvernement depuis les années 1980-1990. Il y a donc un plus grand nombre de perspectives à travers lesquelles la réalité doit être vue, par exemple l'intersectionnalité et les changements climatiques. « Le Canada est considéré comme un chef de file en ce qui concerne les questions liées au genre, ce qui est réconfortant, mais en même temps complexe, car les chercheurs et surtout la société civile nous poussent à en faire plus. » Or, les ministères continuent d'œuvrer différemment en matière d'intersectionnalité. Les cadres intersectionnels doivent être intégrés et tous les ordres de gouvernement doivent savoir comment les mettre en œuvre. Les panélistes ont suggéré de s'inspirer des organisations autochtones pour élaborer des cadres culturellement pertinents en matière de violence fondée sur le sexe.

Il est urgent de se pencher sur la manière d'utiliser la technologie pour recueillir des données. Qui manque à l'appel? Nous devons atteindre les personnes les plus en marge, c'est-à-dire celles qui n'ont pas accès à la technologie. La technologie est un outil de collecte de données, mais nous devons réfléchir de manière critique à la manière dont nous l'utilisons et aux personnes qui sont concernées.

Entre autres exemples, les services de relais vidéo sont réglementés de sorte que vous ne pouvez les utiliser qu'en cas d'urgence. Mais souvent, la violence fondée sur le sexe n'est pas perçue comme une urgence, et il n'est donc pas possible d'y avoir recours. Un financement accru de ces technologies permettrait à de nombreuses personnes en situation de handicap d'accéder à ces services. Comme l'a déclaré un membre de l'auditoire : « La technologie existe, mais il semble que les personnes Sourdes ne puissent pas l'utiliser [...] ceci est mon ascenseur, ceci est ma rampe [...] mais le gouvernement ne nous permet pas de l'utiliser. »

La culture Sourde, en particulier, a besoin de plus de financement et de recherche. Les femmes Sourdes ont des besoins qui sont souvent ignorés. Pendant la pandémie, il est apparu clairement qu'il n'y avait pas assez d'interprètes Sourds et que ceux-ci n'étaient pas suffisamment rémunérés.

Des membres de l'auditoire ont posé la question : Comment rejoindre les personnes les plus en marge pour entendre ce qu'elles ont à dire? Cela passe par la société civile. Les gens s'ouvriront aux personnes de confiance. Il est essentiel que les gouvernements et les universités établissent des relations avec les personnes qui ont gagné la confiance des personnes les plus en marge. Dans un même ordre d'idées, lorsque nous mobilisons des personnes, nous leur demandons de donner de leur temps, car il est rare qu'elles soient rémunérées. Nous devrions leur verser systématiquement des honoraires, couvrir leurs frais de transport, de nourriture et de garde d'enfants. Nous devrions également veiller à ce que les femmes et les filles en situation de handicap aient accès à un soutien de leurs pairs en ce qui concerne la violence fondée sur le sexe.

”

« La technologie existe, mais il semble que les personnes Sourdes ne puissent pas l'utiliser [...] ceci est mon ascenseur, ceci est ma rampe [...] mais le gouvernement ne nous permet pas de l'utiliser. »

Enfin, il faut lutter contre l'attitude « ça prend trop de temps ». Comme la COVID-19 l'a démontré, lorsqu'il existe une volonté politique et sociétale, il est possible de créer un changement en l'espace de quelques jours.

Principales recommandations :

- Plaider en faveur d'un financement durable pour les organisations de personnes en situation de handicap.
- Encourager la mise en place de services intégrés et interreliés.
- Intégrer des cadres intersectionnels et montrer au gouvernement comment les mettre en œuvre.
- Se pencher sur l'utilisation de la technologie pour recueillir des données.



« Je suis encouragée par la mission de DAWN Canada qui consiste à mettre fin à la pauvreté, à l'isolement, à la discrimination et à la violence dont sont victimes les femmes en situation de handicap et les femmes Sourdes. Outre le fait que le travail de DAWN Canada s'harmonise aux priorités de la Politique d'aide internationale féministe du Canada, l'organisation en soi est une voix représentative et crédible pour et avec les femmes et les filles en situation de handicap. »

Cheryl Urban

*Sous-ministre adjointe, Secteur de l'Afrique subsaharienne
Affaires mondiales Canada*

Groupe de discussion 3 : L'aide internationale du Canada

Le groupe de discussion sur l'aide internationale du Canada était animé par Ruvimbo Chidziva (Affaires mondiales Canada) et les panélistes étaient Ioanna Sahas-Martin (Affaires mondiales Canada), Bonnie Brayton (DAWN Canada), Deborah Stienstra (EDID-GHDI) et Anne Delorme (Humanité & Inclusion), avec une présentation vidéo spéciale préenregistrée de Soinette Désir.

Messages clés :

Les discussions sur l'inclusion et le leadership des femmes en situation de handicap sont absentes des débats politiques internationaux. Un financement plus important est nécessaire pour permettre aux femmes en situation de handicap de jouer un rôle de premier plan dans ce mouvement.

”

« Les femmes en situation de handicap doivent apprendre comment devenir des chefs de file de ce mouvement. »

Soinette Désir

Message de Soinette Désir

Dans le contexte mondial actuel, les questions d'inclusion, d'accessibilité, de leadership des femmes et d'intersectionnalité sont passées sous silence. Les difficultés des femmes en situation de handicap sont rarement évoquées. Au Bureau du secrétariat [en Haïti], la lutte a consisté à défendre les droits et l'inclusion des femmes en situation de handicap, qui ont toutes été victimes de discrimination fondée sur le sexe et le handicap. L'élimination de ces obstacles à l'émancipation des femmes en situation de handicap est une bataille de longue haleine.

Nous devons nous assurer que nous respectons les engagements du Comité des droits des personnes en situation de handicap. Nous devons veiller à ce que les femmes en situation de handicap puissent jouir des mêmes droits que les personnes qui ne sont pas en situation de handicap. Les femmes en situation de handicap doivent apprendre comment devenir des chefs de file de ce mouvement. Nous devons donner à ces femmes les moyens d'agir. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions commencer à lutter contre la discrimination à laquelle les femmes en situation de handicap sont confrontées. Nous ne pouvons plus être considérées comme des notes de bas de page.

Ce que nous ont dit les panélistes

En 2020-2021, seulement 5 % du financement de l'aide internationale inclusive du Canada visait directement l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes et des filles en situation de handicap. La majeure partie de cette aide au développement est axée sur l'assistance médicale et il y a eu très peu de financement pour soutenir l'autonomisation et le leadership des femmes en situation de handicap. Les enjeux vont au-delà du financement – il faut déterminer ce que nous finançons et comment les fonds sont utilisés. Les panélistes ont posé les questions suivantes : Existe-t-il de nouvelles façons d'envisager ou d'aborder le financement des femmes et des filles en situation de handicap?

Quelle est la situation du Canada en la matière? Pas très bonne, mais nous nous améliorons. De nombreux progrès ont été réalisés grâce à la recherche et à la pression exercée par les défenseurs des droits de la personne. Les femmes en situation de handicap doivent continuer de se rassembler pour s'organiser et exiger de ne plus être qu'un événement secondaire. Après tout, ce sont elles qui constituent la majorité des personnes en situation de handicap.

Il est possible de s'inspirer de plusieurs initiatives existantes. Citons l'initiative « Making it Work », qui renforce les capacités de plaidoyer en faveur des droits des personnes en situation de handicap et l'établissement de relations avec le gouvernement, divers modèles de financement au Royaume-Uni et dans les pays nordiques, les programmes LGBTQIA+ au Canada et les subventions « Active Fund ». Les panélistes ont insisté sur la nécessité de rassembler le plus grand nombre possible d'organisations de femmes en situation de handicap, en particulier dans les pays du Sud, pour s'organiser et plaider en faveur du changement.

Les panélistes nous ont rappelé que les femmes en situation de handicap ne sont pas vulnérables; elles sont fragilisées (c.-à-d. rendues vulnérables) par les structures qui les entourent et qui ne sont pas en mesure de les soutenir. L'éducation, la politique et la défense des intérêts sont essentielles pour aller de l'avant. Nous devons cesser de considérer le handicap comme un marqueur et nous concentrer plutôt sur ce qui rend les espaces inclusifs et accessibles. Nous devons passer du modèle social au modèle des droits de la personne et fournir des services parce qu'il s'agit là d'un droit.

Ce que nous a dit l'auditoire

Des membres de l'auditoire ont souligné la nécessité d'accroître le financement des organisations locales et de faire en sorte que l'aide internationale soit accessible à celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Ils ont posé la question suivante : « Comment peut-on obtenir un financement du gouvernement fédéral pour les organisations de la société civile dirigées par des femmes en situation de handicap? » D'autres ont souligné la nécessité d'orienter l'aide internationale vers les besoins des pays du Sud.

”

« Comment peut-on obtenir un financement du gouvernement fédéral pour les organisations de la société civile dirigées par des femmes en situation de handicap? »

Il faut davantage de données, et pas seulement des données quantitatives. Il existe d'autres moyens d'obtenir, de partager et de rassembler des données sur divers programmes en dehors des questionnaires quantitatifs « oui/non ». Cette approche très binaire efface les expériences de vie significatives qui ne cochent pas entièrement la case « oui » ou « non ».

Il faut davantage de dialogue avec les partenaires et les personnes ayant une expérience vécue. Les femmes en situation de handicap doivent être assises à la table au moment où il est question de s'engager avec des organisations telles qu'Affaires mondiales Canada. Nous devons travailler ensemble (gouvernements, société civile, universités) et nous devons mieux comprendre et communiquer les besoins et les priorités des femmes et des filles en situation de handicap. Du point de vue de la société civile : « Les gouvernements ne nous dirigent pas, ils nous suivent. »

”

**« Les gouvernements
ne nous dirigent pas, ils
nous suivent. »**

Le Plan d'action national a été décrit comme un plan formidable, ambitieux, mais dont la formulation est encore difficile, avec beaucoup de « devrait » et de « pourrait. » Des membres de l'auditoire ont posé les questions suivantes : Qui va transformer ces aspirations en actions? Quelles sont les mesures qualitatives qui permettront d'atteindre les résultats du Plan d'action?

Existe-t-il, au niveau national, des exemples d'une harmonisation réussie des politiques de la santé, des politiques internationales et d'autres politiques sectorielles afin de refléter les besoins et les priorités des femmes et des filles en situation de handicap? Certains membres de l'auditoire ont suggéré de se tourner vers le Royaume-Uni et le Forum africain des personnes en situation de handicap et d'apprendre des autres organisations de personnes en situation de handicap dans divers pays.

Principales recommandations :

- Utiliser les fonds disponibles pour soutenir l'autonomisation et le leadership des femmes en situation de handicap.
- Accroître le financement des organisations locales.
- Centrer les efforts sur la collecte de données quantitatives et qualitatives.
- S'inspirer de l'action des organisations de personnes en situation de handicap dans d'autres pays.



Réflexions : Bonnie Brayton

Directrice générale

DAWN Canada

L'organisation de ce premier forum politique en décembre 2022, en personne, à Ottawa, sur deux jours, avec trois groupes de discussion incroyables présents à deux emplacements, était une entreprise ambitieuse.



Le forum politique « *Plus qu'une note de bas de page* » marquera un tournant pour DAWN Canada dans l'avancement de sa mission. La recherche, l'éducation, les politiques et la défense des droits sont les quatre piliers et le fondement des activités de DAWN Canada. Le fait que nous avons pu lancer cet événement biennal sur les politiques, avec deux partenaires clés de notre travail international, la professeure Stienstraand, partenaire d'EDID-GHDI Canada, et Ruvimbo Chidziva, d'Affaires mondiales Canada, ainsi qu'avec un grand nombre de nos autres partenaires, tant dans les groupes de discussion que parmi les participantes et participants à la conférence (et sur Zoom!), a été l'affirmation que les politiques sont importantes, et que les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre en situation de handicap représentent actuellement une grave lacune en matière de politiques.

L'événement « *Plus qu'une note de bas de page* » a déjà donné lieu à un dialogue important qui doit se poursuivre entre les organisations de la société civile, nos partenaires de la recherche universitaire et les dirigeants, en particulier les responsables des politiques, afin de combler les lacunes dans une optique intersectionnelle. Nous entendons combler le fossé!

”

« Plus qu'une note de bas de page marquera un tournant pour DAWN Canada dans l'avancement de sa mission. »

Réflexions : Deborah Stienstra

EDID-GHDI

L'un des objectifs du partenariat EDID-GHDI est d'établir des relations et de partager des connaissances entre les gouvernements, la société civile et les chercheurs sur les expériences des femmes et des filles en situation de handicap.



Ce forum politique a dépassé mes espérances en ce qui concerne la participation des trois secteurs et la mise en commun des connaissances à partir de leurs différents points de vue. J'ai particulièrement apprécié la franchise des commentaires et des conversations sur les lacunes et les orientations politiques dans chacun des trois groupes de discussion. Les conversations entre les panélistes ont été riches et respectueuses, mais souvent difficiles. Elles nous ont montré comment apprendre les unes des autres, au-delà de nos différences. Les contributions des membres de l'auditoire, y compris lors des discussions en panel, ont complété et élargi les idées des panélistes en mettant en évidence d'autres lacunes politiques et domaines de changement.

Ensemble, ces personnes ont défini des orientations nouvelles et émergentes pour lutter contre les obstacles auxquels sont confrontées les femmes et les filles en situation de handicap et illustré ce que la justice en matière de handicap fondée sur le genre exige des gouvernements, de la société civile et des chercheurs.

”

« Ce forum politique a dépassé mes espérances en ce qui concerne la participation des trois secteurs et la mise en commun des connaissances à partir de leurs différents points de vue. »

Réflexions : Ruvimbo Chidziva

Analyste des politiques principal

Droits de la personne et inclusion, Affaires mondiales Canada

Il était primordial qu'Affaires mondiales Canada participe à ce premier forum politique consacré aux femmes et aux filles en situation de handicap.



Ce fut une occasion inestimable d'entendre directement les femmes et les filles en situation de handicap et les organisations qui les représentent nous suggérer comment, en tant que gouvernement, nous pouvons mieux les servir.

Dans l'esprit de « rien sans nous », nous nous réjouissons de travailler en partenariat avec des femmes et des filles en situation de handicap afin de respecter notre engagement international de « ne laisser personne de côté ».

Personnellement, ce fut un privilège de travailler directement avec DAWN Canada et EDID-GHDI pour donner vie à ce projet. Affaires mondiales Canada se réjouit d'entretenir cette relation et ce partenariat précieux.

”

« Nous nous réjouissons de travailler en partenariat avec des femmes et des filles en situation de handicap afin de respecter notre engagement international de ne laisser personne de côté ».

Synthèse et questions

Les discussions se sont achevées sur plusieurs réflexions et autres questions :

Comment faire en sorte que les décideuses et décideurs politiques soient tenus de respecter ces recommandations?

Comment faire en sorte que les décideuses et décideurs politiques à tous les niveaux soient responsables devant les personnes qu'ils servent?

Il est essentiel que nous continuions à parler de ces questions au fur et à mesure que nous avançons vers le prochain forum politique « *Plus qu'une note de bas de page* ».

Mots à retenir

Résilience

Responsabilité

Solidarité

Urgence

Bravoure

Humilité

Remerciements

Ce rapport est le fruit d'un travail de collaboration mené par **Jessica Lukawiecki**, étudiante diplômée de l'Université de Guelph, qui a rassemblé deux journées bien remplies dans un seul cadre et qui a réussi à filtrer des centaines d'échanges dans un rapport qui tient compte des panélistes et des membres de l'auditoire.

Les hôtes du forum « Plus qu'une note de bas de page » – **Bonnie Brayton** (DAWN Canada), **Ruvimbo Chidziva** (Affaires mondiales Canada) et **Deborah Stienstra** (EDID-GHDI) – admettent volontiers qu'elles ont apprécié la collaboration et la contribution à la planification de notre rencontre de deux jours et à la rédaction du rapport.

Maggie Lyons-MacFarlane, de DAWN Canada, a commencé le processus d'édition, en écoutant les enregistrements de façon à saisir les éléments importants que nous présentons ici. La version finale de ce rapport, y compris l'édition et la conception, est l'œuvre de la consultante en communication **Brittany Howlett**.

Un grand merci au personnel et aux étudiantes et étudiants de l'Université de Guelph qui ont participé à la planification et travaillé sur le terrain pendant les deux journées du forum.

Merci aussi aux équipes de traduction, d'interprétation, de sous-titrage, d'accompagnement et de services techniques. Mgwetch!

Merci au personnel du Sheraton Ottawa Hotel et du Centre Shaw pour l'excellent service à la clientèle.

Enfin, un énorme merci à l'équipe de DAWN Canada, sans laquelle ce forum et son rapport final n'auraient pas été possibles. Merci!

